

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

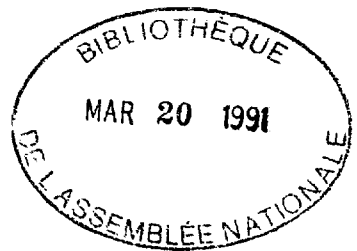
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 119

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec

Présentation

**Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1991**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec pour accorder au ministre des Affaires municipales le pouvoir de déterminer les documents qui doivent lui être transmis pour l'approbation d'un règlement d'emprunt.

Ce projet de loi soustrait à l'approbation des personnes habiles à voter le règlement d'emprunt dont l'unique objet concerne l'établissement de plans et devis. Il permet également à une municipalité et à une régie intermunicipale d'emprunter pour les fins de leur compétence au moyen de nouveaux titres.

De plus, ce projet de loi habilite le trésorier d'une municipalité, autorisé à cette fin par le conseil, à placer les deniers de la municipalité dans des titres émis par une municipalité ou par une communauté urbaine du Québec.

Enfin, ce projet de loi modifie le maximum des amendes qu'une municipalité peut fixer pour une infraction à ses règlements et le délai pour intenter une poursuite pénale qui en découle.

Projet de loi 119

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 99 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « ou de titres émis par une municipalité ou une communauté urbaine du Québec ».

2. L'article 369 de cette loi, modifié par l'article 174 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du nombre « 300 » par le nombre « 1 000 ».

3. L'article 412 de cette loi, modifié par l'article 175 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa du paragraphe 20°, du nombre « 10 » par le nombre « 30 »;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du quatrième alinéa du paragraphe 20°, du nombre « 25 » par le nombre « 75 ».

4. L'article 468.37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « ou obligations » par les mots « , obligations ou autres titres ».

5. L'article 468.39 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **468.39** Dans le cas où toutes les municipalités ont approuvé le règlement, le secrétaire de la régie en transmet une copie certifiée

conforme au ministre des Affaires municipales, avec tout autre document qu'il peut exiger. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il demande au sujet du règlement. ».

6. L'article 468.40 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « ou de billets émis par la régie, du remboursement de ces titres » par les mots « , de billets ou d'autres titres d'emprunt émis par la régie, du remboursement de ceux-ci ».

7. L'article 468.41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « ou les billets » par les mots « , les billets ou les autres titres d'emprunt ».

8. L'article 468.42 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « ou un billet » par les mots « , un billet ou un autre titre d'emprunt ».

9. L'article 468.44 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « billet », des mots « , un autre titre d'emprunt ».

10. L'article 547 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du cinquième alinéa, des mots « ou de billets » par les mots « , de billets ou d'autres titres ».

11. L'article 549 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du premier alinéa, des mots « ou par billets » par les mots « , par billet ou par tout autre titre ».

12. L'article 556 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Toutefois, un règlement d'emprunt dont l'unique objet est l'établissement de plans et de devis ne requiert que l'approbation du ministre. ».

13. L'article 561 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, des mots « ou des billets » par les mots « , des billets ou des autres titres ».

14. L'article 562 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **562.** Le greffier transmet une copie certifiée conforme du règlement d'emprunt au ministre des Affaires municipales, avec tout autre document qu'il peut exiger.

Il doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il demande au sujet du règlement. ».

15. L'article 563 de cette loi est abrogé.

16. L'article 563.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « par billet » par les mots « autrement que par l'émission d'obligations ».

17. L'article 563.2 de cette loi est abrogé.

18. L'article 565 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « ou des obligations » par les mots « , des obligations ou d'autres titres ».

19. L'article 567 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 2, des mots « ou billets » par les mots « , des billets ou des autres titres ».

20. L'article 576 de cette loi, remplacé par l'article 181 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « six » par le nombre « 12 ».

21. La formule 36 de cette loi est abrogée.

22. L'article 203 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou de titres émis par une municipalité ou une communauté urbaine du Québec » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « billets », des mots « ou autres titres ».

23. L'article 455 de ce code, remplacé par l'article 247 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, du nombre « 300 » par le nombre « 1 000 ».

24. L'article 486 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots « de tous les documents propres

à renseigner sur l'accomplissement des prescriptions de la loi et sur l'utilité de l'adoption du règlement » par les mots « du règlement, avec tout autre document exigé par le destinataire » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire-trésorier doit communiquer au destinataire tout renseignement qu'il demande au sujet du règlement. ».

25. L'article 487 de ce code est abrogé.

26. L'article 565 de ce code, modifié par l'article 250 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa, du nombre « 10 » par le nombre « 30 » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du quatrième alinéa, du nombre « 25 » par le nombre « 75 ».

27. L'article 606 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « ou obligations » par les mots « , obligations ou autres titres ».

28. L'article 608 de ce code est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **608.** Dans le cas où toutes les municipalités ont approuvé le règlement, le secrétaire de la régie en transmet une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, avec tout autre document qu'il peut exiger. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il demande au sujet du règlement. ».

29. L'article 609 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « ou de billets émis par la régie, du remboursement de ces titres » par les mots « , de billets ou d'autres titres d'emprunt émis par la régie, du remboursement de ceux-ci ».

30. L'article 610 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « ou les billets » par les mots « , les billets ou les autres titres d'emprunt ».

31. L'article 611 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « ou un billet » par les mots « , un billet ou un autre titre d'emprunt ».

32. L'article 613 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « billet », des mots « , un autre titre d'emprunt ».

33. Ce code est modifié par l'insertion, après l'intitulé du chapitre I du titre XXVI, de l'article suivant :

« **1060.1** Toute municipalité peut, pour toutes les fins de sa compétence, emprunter des sommes par l'émission de bons, par billet ou par tout autre titre. ».

34. L'article 1061 de ce code est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Toutefois, un règlement d'emprunt dont l'unique objet est l'établissement de plans et de devis ne requiert que l'approbation du ministre. ».

35. L'article 1071.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « par billet » par les mots « autrement que par l'émission de bons ».

36. L'article 1072 de ce code est modifié par le remplacement, à la fin du premier alinéa, du mot « bons » par le mot « titres ».

37. L'article 1075 de ce code est remplacé par le suivant :

« **1075.** Le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme du règlement d'emprunt au ministre des Affaires municipales, avec tout autre document qu'il peut exiger.

Il doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il demande au sujet du règlement. ».

38. L'article 1075.1 de ce code est abrogé.

39. L'article 1077 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « ou des obligations » par les mots « , des bons ou d'autres titres ».

40. L'article 1081 de ce code est abrogé.

41. L'article 1084 de ce code est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, des mots « ou des billets » par les mots « , des billets ou des autres titres ».

42. L'article 1093 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « ou billets » par les mots « , des billets ou des autres titres ».

43. L'article 1108 de ce code, remplacé par l'article 259 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « trois » par le nombre « 12 ».

44. Les articles 20 et 43 n'ont pas pour effet de prolonger les délais de six mois et de trois mois respectivement prévus aux articles 576 de la Loi sur les cités et villes et 1108 du Code municipal du Québec, tels qu'ils se lisaient avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), pour toute poursuite pénale relative à une infraction commise avant cette date.

45. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).